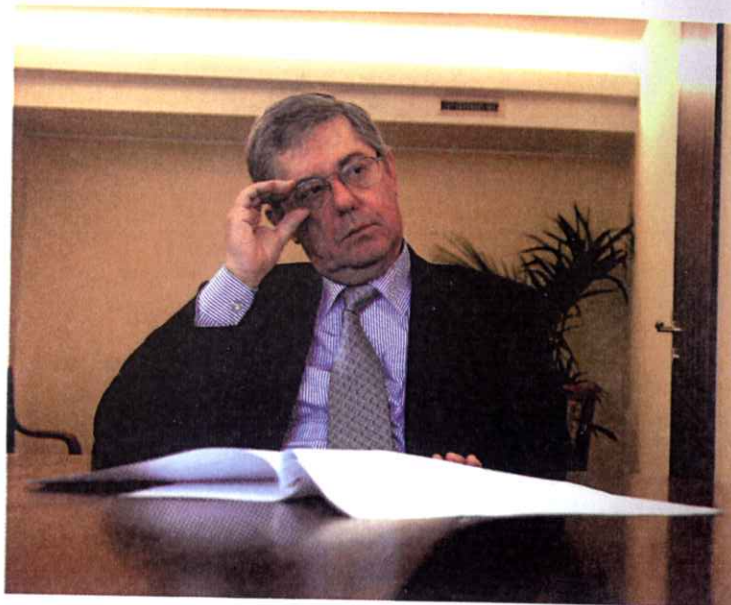


Jean-Marie Legendre:
«La compliance, si elle
avait existé à l'époque,
aurait pu éviter certains
des désastres financiers
qui ont frappé du côté
anglo-saxon»

Photo: Véronique Kolber



ALCO

La compliance, un outil au service de la place financière

L'Association luxembourgeoise des compliance officers vient de fêter son cinquième anniversaire. Un bel esprit d'anticipation.

«Pour accompagner un pareil développement (celui de la compliance, ndlr), l'ALCO gardera incontestablement tout son rôle à jouer au cours des prochaines années. La fonction de compliance, au début considérée comme un simple centre de coût, a désormais acquis une importance stratégique. Je suis convaincu qu'une collaboration fructueuse entre la CSSF et l'ALCO, comme pendant les 5 dernières années, nous permettra de répondre de manière pragmatique aux défis posés par cette évolution de la fonction». En quelques mots, le 31 janvier, à l'abbaye de Neumünster, Arthur Philippe, directeur à la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), a tout dit de l'efficacité de l'Association luxembourgeoise des compliance officers (ALCO) qui, ce jour-là, fêtait son cinquième anniversaire devant un parterre de quelque 200 personnes, venues de toutes les institutions de la place et des autorités concernées.

Jean-Marie Legendre, président de l'ALCO et l'une des chevilles ouvrières de sa création, ne gâche d'ailleurs pas son plaisir. «C'est un commentaire très élogieux de la CSSF, cela prouve que nous sommes modestement utiles à la place financière et que nous contribuons à son succès». Car la création de l'ALCO, qui rassemble aujourd'hui plus de 300 membres, a aussi été une anticipation des cadres réglementaire et légal en vigueur aujourd'hui. «Lorsque nous avons constitué l'association, en décembre 2000, nous n'étions pas tous certains de ce qu'étaient la compliance et la fonction qui en découle, parce que le concept n'était pas uniforme», poursuit le président. Depuis, les choses ont évolué, avec tout particulièrement la circulaire CSSF 04/155 du 27 septembre 2004, qui fait de la compliance une fonction obligatoire à dater du 1^{er} janvier 2006.

«Une de nos premières actions a été de créer un groupe de travail qui a défini la fonction», continue Jean-Marie Legendre. «Nous avons été bien en ligne avec les textes sortis plus tard». L'ALCO a aussi été un outil pour l'élaboration de la circulaire de 2004. «Nous collaborons régulièrement avec les autorités pour des travaux et pour contribuer à la préparation de règlements et de textes légaux, par exemple pour la lutte contre le blanchiment. Dire que nous sommes incontournables est peut-être un mot fort, mais je constate que l'on nous consulte dans les domaines qui nous concernent, à savoir le respect de la conformité aux normes».

La fonction de compliance officer va-t-elle encore croître en importance? «Nous sommes arrivés à point nommé, en plein développement des normes en tout genre et lorsque la lutte contre le terrorisme et le blanchiment mobilisait toutes les énergies. Nous avons été un peu portés par la révolution déontologique dans l'exercice professionnel au sein du secteur financier, révolution qui fait, entre autres, prévaloir l'intérêt du client. Tout cela ne va faire que se développer avec, notamment, les futures directives sur la protection des investisseurs.»

«La révolution déontologique»

Un point de vue qu'Arthur Philippe rejoint et qu'il a lui aussi souligné en détaillant plusieurs des défis à venir, tels que l'implémentation d'une culture de compliance, l'accomplissement de la fonction dans la pratique et les directives sur les abus de marché et celle relative aux marchés d'instruments financiers (MiFID), cette dernière exigeant une très bonne connaissance du profil des clients et le respect strict de leurs intérêts.

Jean-Marie Legendre, lui, reconnaît que le message n'a pas toujours été facile à faire passer. Dans certaines institutions, en effet, l'on considèrerait plutôt la compliance comme «une couche de contrôle en plus, alors que cela n'a rien à voir et ne relève ni de l'audit, ni du contrôle interne. C'est quelque chose de différent et spécifique».

«La place de Luxembourg doit être irréprochable, aussi parce qu'elle est au cœur de l'Europe, remarque M. Legendre. Nous y contribuons autant que nous le pouvons. Nous sommes là pour que soient appliquées toutes les dispositions, y compris déontologiques. Parmi elles, il y a le secret bancaire. Défendre ce secret et la lutte contre le blanchiment n'a rien de contradictoire. Il y a bien sûr toujours des sceptiques. Mais de moins en moins. Car la compliance s'avère une nécessité. La compliance, si elle avait existé à l'époque, aurait ainsi pu éviter certains des désastres financiers qui ont frappé du côté anglo-saxon, alors que nous étions pourtant dans un monde légalement encadré».

|| Marc Vandermeir